

DEPARTEMENT DES ARDENNES

ARRONDISSEMENT DE MEZIERES

CANTON DE VILLERS SEMEUSE

COMMUNE DE LUMES

NOMBRE DE CONSEILLERS : 15
EN EXERCICE : 15
PRESENTS : 12
DELIBERANTS : 13

DATE DE LA CONVOCATION : 29 Septembre 2015
DATE DE L'AFFICHAGE : 29 Septembre 2015

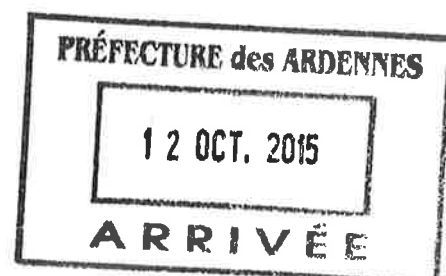
Le cinq octobre deux mil quinze, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie à la suite de la convocation adressée le vingt neuf septembre deux mil quinze, sous la présidence de Monsieur Jean-François FREROT, Maire de la Commune.

Etaient présents : Messieurs Jean-François FREROT – Jean-Louis CITERNE – Eric DEREGARD - Olivier PETITFRERE – Nicolas AUDAS - Michaël JACQUES - Stéphane CHEZE
Mesdames Annick THELIER – Peggy GUILLON – Murielle AMBERT – Patricia D'INNOCENTE – Françoise DUBOIS

Absentes excusées : Madame Nadia BOROWY qui donne pouvoir à Madame Murielle AMBERT
Madame Fabienne ZAMMIT

Absent : M. Francis DAUCHY

Monsieur Eric DEREGARD a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.



DELIBERATION : APPROBATION MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LUMES

Monsieur CITERNE rappelle au conseil municipal les étapes de la procédure de modification simplifiée du PLU fixée au code de l'urbanisme.

Il indique que la mise à disposition au public du dossier de la modification simplifiée étant achevée et qu'aucune observation n'a été déposée, il convient, maintenant d'approuver la modification simplifiée pour sa mise en vigueur.

Le conseil municipal,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-13-3, L 127-1, L 128-1, L 128-2 et L 123-1-11,
- Vu la délibération du conseil municipal du 19/08/2015 prescrivant la modification simplifiée du PLU,
- Considérant que la mise à disposition au public du dossier qui s'est déroulé du 01/09/2015 au 01/10/2015 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,
- Considérant que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,
- Entendu l'exposé de Monsieur CITERNE,

Après en avoir délibéré,

Décide

- d'approuver telle qu'elle est annexée à la présente délibération, la modification simplifiée du PLU de la commune de LUMES portant sur les articles 1AU 11-3 et 1AU 12-3 en vue de la construction d'un Centre d'Exploitation des Infrastructures à Lumes.

Dit que

- Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans le journal suivant : Union-Ardenneais.

- La présente délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité, à savoir l'affichage en Mairie et l'insertion dans la presse d'un avis d'information.

- Le dossier de la modification simplifiée du PLU est tenu à la disposition du public à la Mairie de LUMES aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture des Ardennes.

- La présente délibération, accompagnée du dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, sera transmise à Monsieur le Préfet des Ardennes.

Le Maire,

Jean-François FREROT



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise en Préfecture.

Le Maire,

Jean-François FREROT





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE LA MEUSE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES ARDENNES

PREFECTURE DES ARDENNES

17 AVR. 2015

ARRIVEE

**Construction de 23 ouvrages automatisés et de leurs équipements associés,
déconstruction des barrages manuels existants sur la Meuse
et construction d'équipements associés au barrage de la commune de Givet**

**ARRETE INTERPREFECTORAL
N°2015 - 185 DU 8 AVRIL 2015**

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

**emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Stenay,
Belleville-sur-Meuse, Thierville-sur Meuse, Aubrives, Bogny-sur-Meuse, Charleville-
Mézières, Dom-le-Mesnil, Fumay, Givet, Haybes, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Lumes, Montcy-
Notre-Dame, Mouzon, Revin, Villers-Semeuse, Vireux-Wallerand, Vrine-Meuse**

Le préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Le préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L121-4, L123-6, L123-14, L123-14-2, L123-19 ainsi que L300-2 et R121-14-1, R121-16, R123-23-1, R123-24 et R123-25,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L121-1, L122-1 et R121-1,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'énergie, notamment les articles L511-1, L511-2 et L511-3,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L122-1 et suivants, L123-1 à L123-19 et les articles R122-1 et suivants, R123-1 à R123-27 organisant la procédure d'enquête publique,

Vu le code du patrimoine et notamment ses articles L521-1 et suivants,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article L112-3,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée relative à la démocratie de proximité,

Vu le décret modifié n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 27 novembre 2009,

Vu le contrat de partenariat public privé (PPP) pour la reconstruction des barrages sur l'Aisne et la Meuse conclu entre VNF et BAMEO le 24 octobre 2013,

Vu le dossier déposé par la société BAMEO au guichet unique de l'eau des Ardennes et de la Meuse le 28 mars 2014,

Vu la lettre du préfet des Ardennes du 24 avril 2014 relative à la coordination de l'enquête et la réponse de la préfète de la Meuse du 2 juin 2014,

Vu le procès-verbal d'examen conjoint du 28 mai 2014 pour les mises en conformité des documents d'urbanisme des communes de la Meuse concernées,

Vu les procès verbaux d'examens conjoints des 7 mai 2014, 28 mai 2014, 29 avril 2014, et 30 avril 2014 pour les mises en conformité des documents d'urbanisme des communes des Ardennes concernées,

Vu les plans locaux d'urbanisme de Stenay, Mouzon, Dom-le-Mesnil, Lumes, Villers-Semeuse, Charleville-Mézières, Montcy-notre-Dame, Bogny-sur-Meuse, Revin, Fumay, Haybes, Vireux-Wallerand, Hierges, Aubrives, Givet,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal du Verdunnois pour la commune de Thierville-sur-Meuse,

Vu les plans d'occupation des sols de Belleville-sur-Meuse, Vrine-Meuse, Joigny-sur-Meuse,

Vu l'avis de la chambre d'agriculture des Ardennes du 12 mai 2014,

Vu l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité du 26 mai 2014,

Vu l'avis du centre national de la propriété forestière du 3 juin 2014,

Vu l'avis délibéré du conseil général de l'environnement et du développement durable n°Ae 2014-59/n°CGEDD 009812-01 adopté lors de la séance du 10 septembre 2014

Vu l'ordonnance N°E14000136/51 du 30 juillet 2014 du président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne désignant une commission d'enquête présidée par Madame Raymonde Paquis et composée de Messieurs Christian Noël, Alain Zeimet, Jean-Louis Marceau et Claude Veillet désignés en qualité de membres titulaires et de Mme Brigitte Weisse et Monsieur Bernard Vincent en qualité de membres suppléants,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2014-505 du 22 août 2014 portant mise à l'enquête publique unique des demandes de déclaration d'utilité publique, des autorisations au titre de « la loi sur l'eau », des acquisitions de parcelles (parcellaire) et de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

Vu le rapport et l'avis favorable, émis à l'unanimité par la commission d'enquête le 6 décembre 2014, à la déclaration d'utilité publique pour la construction d'ouvrages automatisés et leurs équipements associés et la déconstruction des barrages manuels existants de la Meuse,

Vu le rapport et l'avis favorable, émis à l'unanimité par la commission d'enquête le 6 décembre 2014, aux acquisitions de parcelles sur les territoires des communes de Dannevoux et Stenay pour le département de la Meuse et de Vrine-Meuse, Villers-Semeuse, Lumes, Charleville-Mézières, Joigny-sur-Meuse, Laifour, Revin, Fumay, Haybes, Fépin, Montigny-sur-Meuse, Hierges, Aubrives et Ham-sur-Meuse pour le département des Ardennes,

Vu le plan général des travaux,

Vu la consultation du préfet des Ardennes du 19 janvier 2015, pour avis des conseils municipaux des communes en vertu de l'article R123-23-1 du code de l'urbanisme,

Vu la consultation du préfet de la Meuse du 22 janvier 2015, pour avis des conseils municipaux des communes en vertu de l'article R123-23-1 du code de l'urbanisme,

Vu les avis favorables des conseils municipaux de Aubrives (9 février 2015), Bogny-sur-Meuse (30 janvier 2015), Dom-le-Mesnil (9 février 2015), Fumay (26 février 2015), Givet (4 février 2015), Haybes (26 janvier 2015), Montcy-Notre-Dame (19 février 2015), Revin (17 février 2015), Stenay (13 novembre 2014), Thierville-sur-Meuse (23 février 2015), Villers-Semeuse (19 février 2015), Vireux-Wallerand (11 février 2015), Vrine-Meuse (20 février 2015),

Vu les avis réputés favorables du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du grand Verdun et des conseils municipaux des communes de Belleville-sur-Meuse, Charleville-Mézières, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Lumes et Mouzon sur la mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme,

Considérant que les dossiers d'enquêtes sont restés déposés du 6 octobre 2014 au 6 novembre 2014 inclus dans les communes de Aubrives, Amblimont, Belleville-sur-Bar, Bogny-sur-Meuse, Charleville-Mézières, Dannevoux, Dom-le-Mesnil, Fépin, Fumay, Givet, Ham-sur-Meuse, Haybes, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Laifour, Letanne, Lumes, Milly-sur-Bradon, Montcy-Notre-Dame, Montigny-sur-Meuse, Mouzon, Revin, Sassey-sur-Meuse, Sivry-sur-Meuse, Stenay, Thierville-sur-Meuse, Villers-devant-Mouzon, Villers-Semeuse, Vireux-Wallerand, Vrine-Meuse,

Considérant que les mesures de publicité de ces enquêtes ont été régulièrement effectuées, à savoir :

- par avis en caractères apparents quinze jours au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les huit premiers jours de celles-ci dans les journaux « l'Ardennais », « l'Union » pour les Ardennes le 16 septembre 2014 et le 7 octobre 2014 et « l'Est Republicain » des 19 septembre et 9 octobre 2014 et « la vie agricole de la Meuse » des 19 septembre et 10 octobre 2014 pour la Meuse,
- par affichage quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête dans les préfectures et sous-préfectures de la Meuse et des Ardennes et dans les communes situées sur le linéaire du fleuve concerné par le projet :

- les 38 communes de la Meuse : Autreville-Saint-Lambert, Belleray, Belleville-sur-Meuse, Brabant-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Brioules-sur-Meuse, Cesse, Champneuve, Charny-sur-Meuse, Chattancourt, Cléry-le-Petit, Consenvoye, Cumieres-le-Mort-Homme, Dannevoux, Douillon, Dun-sur-Meuse, Forges-sur-Meuse, Gercourt-et-Drilancourt, Inor, Liny-Devant-Dun, Luzy-Saint-Martin, Marre, Martincourt-sur-Meuse, Milly-sur-Bradon, Mont-devant-Sassey, Mouzay, Pouilly-sur-Meuse, Regneville-sur-Meuse, Samogneux, Sassey-sur-Meuse, Saulmory-et-Villefranche, Sivry-sur-Meuse, Stenay, Thierville-sur-Meuse, Vacherauville, Verdun, Vilosnes-Haraumont et Wiseppe.

- les 57 communes des Ardennes : Aiglemont, Amblimont, Anchamps, Aubrives, Autrecourt-et-Pouron, Balan, Bazeilles, Beaumont-en-Argonne, Bogny-sur-Meuse, Chalandry-Elaine, Charleville-Mézières, Charnois, Chooz, Deville, Dom-le-Mesnil, Donchery, Douzy, Fepin, Flize, Floing, Foischies, Fumay, Givet, Glaire, Ham-sur-Meuse, Haybes, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Laifour, Les-Ayvelles, Les-Mazures, Letanne, Lumes, Mairy, Montcy-notre-Dame, Monthermé, Montigny-sur-Meuse, Mouzon, Nouvion-sur-Meuse, Nouzonville, Noyers-Pont-Maugis, Prix-les-Mézières, Rancennes, Remilly-Aillicourt, Revin, Rocroi, Saint-Laurent, Saint-Menges, Sedan, Villers-devant-Mouzon, Villers-Semeuse, Villers-sur-Bar, Vireux-Molhain, Vireux-Wallerand, Vrine-Meuse, Wadelincourt et Warcq.

Considérant que toutes les formalités réglementaires ont été remplies et que le public a été informé quant à la tenue de l'enquête publique unique,

Considérant que le projet soumis à enquête consiste en :

- la reconstruction/déconstruction de 23 barrages manuels sur la Meuse, avec mise en place de micro centrales hydroélectriques à Fumay (Saint-Joseph) et Ham-sur-Meuse,
- la modification du barrage de Givet, récemment reconstruit, par la mise en place d'une passe à poissons et d'une microcentrale électrique.

Considérant que cette opération présente un caractère d'utilité publique,

Considérant que la mise en conformité des documents d'urbanisme est nécessaire à la réalisation du projet,

Sur la proposition conjointe du secrétaire général de la préfecture de la Meuse et du secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

ARRÊTENT

Article 1 : objet

Le projet de construction de 23 ouvrages automatisés et de leurs équipements associés, de déconstruction des barrages manuels existants sur la Meuse et de construction d'équipements associés au barrage de la commune de Givet situés sur la Meuse de Givet à Verdun est déclaré d'utilité publique conformément au plan général des travaux annexé au présent arrêté.

Un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé à la présente décision.

Article 2 : pétitionnaire

La société BAMEO, maître d'ouvrage, est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération définie à l'article 1.

Article 3 : procédure d'urgence

L'urgence est constatée en raison de l'ampleur du projet et du nombre important de parcelles à acquérir. Il sera fait application de la procédure d'urgence conformément aux articles L232-1 et R232-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : durée de validité

La déclaration d'utilité publique deviendra caduque à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté. L'expropriation devra être accomplie dans ce délai de cinq ans.

Article 5: mise en compatibilité des documents d'urbanisme

Le présent arrêté emporte mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de :

- Stenay, Belleville-sur-Meuse et Thierville sur Meuse pour le département de la Meuse ;
- Aubrives, Bogny-sur-Meuse, Charleville-Mézières, Dom-le-Mesnil Givet, Fumay, Haybes, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Lumes, Montcy-Notre-Dame, Mouzon, Revin, Villers-Semeuse, Vireux-Wallerand, Vrigne-Meuse pour le département des Ardennes conformément aux dossiers figurant en annexe n° 3 à n° 21 du présent arrêté.

Article 6 : publicité

Il sera procédé aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R 123.25 du code de l'urbanisme :

- affichage pendant un mois dans les mairies concernées
- mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans les journaux « l'Ardennais » pour les Ardennes et « l'Est républicain » pour la Meuse (à la charge financière de la société BAMEO)

Chacune de ces formalités mentionnera les lieux où les modifications des documents d'urbanisme concernés pourront être consultées.

L'accès au dossier et toute information peuvent être demandés :

- auprès de la SAS BAMEO, 1 rue de Lorraine Charleville-Mézières (08000)
- à la préfecture des Ardennes, 1 place de la préfecture Charleville-Mézières (08000)
- à la préfecture de la Meuse, 40 rue du Bourg Bar-le-Duc (55000).

Article 7 : délais et voies de recours

Dans le délai de deux mois à compter de la publication soit le premier jour de l'affichage en mairie du présent arrêté, peut être introduit, en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes 1, place de la Préfecture -BP-60002- 08005 Charleville-Mézières Cedex et à M. le Préfet de la Meuse 40, rue du Bourg 55000 Bar-le-Duc,
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, place Beauvau 75800 PARIS,
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Article 8 : exécution

Les secrétaires généraux de la préfecture de la Meuse et de la préfecture des Ardennes, les maires de Autreville-Saint -Lambert, Belleray Belleville-sur-Meuse, Brabant-sur-Meuse, Bras-sur-Meuse, Briulles-sur-Meuse, Cesse, Champneuville, Charny-sur-Meuse Chattancourt, Clery-le-Petit, Consenvoye, Cumieres-le-Mort-Homme, Dannevoux, Douillon, Dun-sur-Meuse, Forges-sur-Meuse, Gercourt-et-Drilancourt, Inor, Liny-Devant-Dun, Luzy-Saint-Martin, Marre, Martincourt-sur-Meuse, Milly-sur-Bradon, Mont-devant-Sassey, Mouzay, Pouilly-sur-Meuse, Regneville-sur-Meuse, Samogneux, Sassey-sur-Meuse, Saulmory-et-Villefranche, Sivry-sur-Meuse, Stenay, , Vacherauville, Verdun, Vilosnes-Haraumont, Wiseppe, Aiglemont, Amblimont, Anchamps, Aubrives, Autrecourt-et-Pouron, Balan, Bazeilles, Beaumont-en-Argonne, Bogny-sur-Meuse, Chalandry-Elaire, Charleville-Mézières, Charnois, Chooz, Deville, Dom-le-Mesnil, Donchery, Douzy, Fepin, Flize, Floing, Foisches, Fumay, Givet, Glaire, Ham-sur-Meuse, Haybes, Hierges, Joigny-sur-Meuse, Laifour, Les-Ayvelles, Les-Mazures, Letanne, Lumes, Mairy, Montcy-notre-Dame, Monthermé, Montigny-sur-Meuse, Mouzon, Novion-sur-Meuse, Nouzonville, Noyers-Pont-Maugis, Prix-les-Mézières, Rancennes, Remilly-Aillicourt, Revin, Rocroi, Saint-Laurent, Saint-Menges, Sedan, Villers-devant-Mouzon, Villers-Semeuse, Villers-sur-Bar, Vireux-Molhain, Vireux-Wallerand, Vrigne-Meuse, Wadelincourt et Warcq, la communauté d'agglomération du grand Verdun (pour la commune de Thierville-sur-Meuse) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Une copie du présent arrêté sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, au directeur régional de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne, aux directeurs départementaux des territoires de la Meuse et des Ardennes, au président de la chambre d'agriculture des Ardennes, au directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité, au directeur du centre national de la propriété forestière, au président du conseil général de l'environnement et du développement durable

Bar-le-Duc, le **08 AVR. 2015**

Le préfet de la Meuse,

Jean-Michel MOUGARD

Charleville-Mézières, le **08 AVR. 2015**

Le préfet des Ardennes,

Frédéric PERISSAT

DEPARTEMENT DES ARDENNES

ARRONDISSEMENT DE MEZIERES

CANTON DE VILLERS SEMEUSE

COMMUNE DE LUMES

NOMBRE DE CONSEILLERS : 13
EN EXERCICE : 13
PRESENTS : 11
DELIBERANTS : 13

DATE DE LA CONVOCATION : 24 Janvier 2011
DATE DE L'AFFICHAGE : 24 Janvier 2011

Le trente et un Janvier deux mil onze, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie à la suite de la convocation adressée le vingt quatre Janvier deux mil onze, sous la présidence de Monsieur Jean-François FREROT, Maire de la Commune.

Sont présents : Mrs Jean-François FREROT – Jean-Louis CITERNE - Eric DEREGARD – Daniel MICHEL - Stéphane CHEZE - Gérard DUBOIS - Olivier PETITFRERE - Eric FREMEAUX – Francis DAUCHY
Mmes Patricia D'INNOCENTE – Annick THELIER

Absent excusé : Mme Valérie JACQUES qui donne pouvoir à Mr Jean-François FREROT
Mr Patrick TRESOINE qui donne pouvoir à Mr Jean-Louis CITERNE

Absent : Néant

Monsieur Olivier PETITFRERE a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

DELIBERATION : APPROBATION MODIFICATION PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants
- Vu l'arrêté municipal en date du 16/07/2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification du PLU,
- Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 06/09/2010 au 08/10/2010 inclus,
- Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 12/10/2010,
- Vu la délibération municipale en date du 15/10/2010 approuvant les conclusions du commissaire enquêteur,
- Vu la délibération en date du 21/10/2010 donnant un avis favorable sur la modification du PLU,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide d'approuver la modification du PLU,
- dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le PLU est tenu à la disposition du public en mairie de Lumes et à la préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture,
- dit que la présente délibération et les dispositions engendrées par le PLU, ne seront exécutoires qu'après sa réception en préfecture.

Le Maire,

Jean-François FREROT



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise en Préfecture des Ardennes et affichée le

Le Maire,

Jean-François FREROT



COMMUNE DE LUMES

NOMBRE DE CONSEILLERS : 15	DATE DE LA CONVOCATION : 29 octobre 2004
EN EXERCICE : 15	DATE DE L'AFFICHAGE : 29 octobre 2004
PRESENTS : 12	ABSENT : 01
AYANT DONNE POUVOIR : 02	VOTANTS : 14

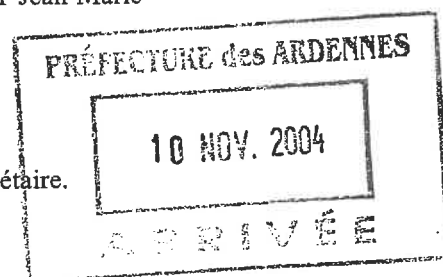
Le cinq novembre deux mil quatre, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie à la suite de la convocation adressée le vingt neuf octobre deux mil quatre, sous la présidence de Monsieur Jean ROSE, Maire de la Commune.

Etaient Présents : Messieurs ROSE Jean – VUILMET Jean-Marie – JAISSON François - BRUHIER Francis – THIERY Bernard – DEREGARD Eric – FREROT Jean-François – POTET Claude – BOUTIN Frédéric.
Mmes BOURGEOIS Francine – BOILLOT Dominique – CASSART Simonne

Absents Excusés : Mr GERBAULT Michel qui donne pouvoir à Mr ROSE Jean
Mr MICHEL Daniel qui donne pouvoir à Mr VUILMET Jean-Marie
Mme MILLY Régine

Absent : Néant

Mr FREROT Jean-François a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.



DELIBERATION : MODIFICATION DELIBERATION PLU

Après avoir entendu les explications nécessaires, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, rectifient un point de la délibération prise le 03/09/2004 concernant le PLU à savoir :

* Reclassement en UB de la parcelle ZA N° 204 et en 1 AU des parcelles ZC 38 et 362 (au lieu de 962).

Le Maire,

Jean ROSE



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise en Préfecture.

Le Maire,

Jean ROSE



COMMUNE DE LUMES

NOMBRE DE CONSEILLERS : 15
EN EXERCICE : 15
PRESENTS : 14
AYANT DONNE POUVOIR : 01

DATE DE LA CONVOCATION : 24 août 2004
DATE DE L'AFFICHAGE : 24 août 2004
ABSENT : 01
VOTANTS : 15

PRÉFECTURE DES ARDENNES

- 8 SEP. 2004

ARRIVÉE

Le trois septembre deux mil quatre, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie à la suite de la convocation adressée le vingt quatre août deux mil quatre, sous la présidence de Monsieur Jean ROSE, Maire de la Commune.

Etaient Présents : Messieurs ROSE Jean – VUILMET Jean-Marie – GERBAULT Michel – JAISSON François – BRUHIER Francis – THIERY Bernard – FREROT Jean-François – POTET Claude – MICHEL Daniel – BOUTIN Frédéric.
Mmes BOURGEOIS Francine – BOILLOT Dominique – CASSART Simonne – MILLY Régine
Absent Excusé : Mr DEREGARD Eric qui donne pouvoir à Mr FREROT Jean-François
Absent : Néant

Mme MILLY Régine a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

DELIBERATION : APPROBATION DE L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123.10 et R. 123.25 ;
Vu la délibération en date du 12/01/2003 prescrivant la révision du P.O.S. ;
Vu la délibération en date du 19/12/2003 arrêtant le projet du P.L.U. ;
Vu l'arrêté municipal n° 04-12 en date du 24/05/2004 mettant le projet de P.L.U. à enquête publique ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique nécessitent quelques modifications mineures du projet de P.L.U. :

- modifications du règlement selon l'avis de l'Etat,
- reclassement en UB de la parcelle ZA n° 204 et en 1AU des parcelles ZC 38 et 962, selon l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,
- pour permettre ce reclassement en 1AU, complément de l'article 1AU 4 & 4.2 – assainissement, du règlement par la phrase suivante en tête de chapitre « les points de raccordement aux réseaux seront déterminés par la Commune en fonction de la capacité des réseaux existants. »

Considérant que le projet de P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L. 123.10 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré,

- décide d'approuver le projet de P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente,
- décide de modifier le droit de préemption urbain et de l'instaurer sur l'ensemble des zones U et AU du P.L.U., droit qui s'exercera de manière sélective en fonction des besoins réels de la Commune.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal conformément à l'article R. 123.25.
- Le P.L.U. approuvé est tenu à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture.
- La présente délibération est exécutoire à compter de sa transition au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Le Maire,
Jean ROSE

Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise en Préfecture.

Le Maire,
Jean ROSE

